



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

CHS
Novillars

6 novembre 2023

NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Les gouvernements et l'extrême droite soutiennent les massacres à Gaza, les populations les dénoncent dans les rues !

L'armée israélienne a désormais coupé Gaza en deux et commence à frapper au sol aussi aveuglément qu'elle l'a fait du ciel. Plus de 9 700 personnes ont déjà été tuées, la moitié des habitations rasées. Après les hôpitaux, un convoi d'ambulances évacuant des blessés vers l'Égypte a été pris pour cible. Et quand la population échappe aux bombes, c'est le manque d'eau qui menace. Sept rapporteurs spéciaux des Nations unies s'inquiètent désormais d'un risque de génocide. Comble du cynisme : sur les 18 500 travailleurs gazaouis employés en Israël, 4000 s'y sont retrouvés piégés après le 7 octobre, y ont été retenus prisonniers, passés à tabac et humiliés avant d'être renvoyés sous les bombes. En Cisjordanie, les colons israéliens, armés par l'État et protégés par l'armée, ont accéléré les exactions pour chasser les populations palestiniennes, détruisant les habitations, tuant ou torturant ceux qui résistent.

L'impérialisme complice de ce crime contre l'humanité

Ce carnage se fait avec la bénédiction des grandes puissances, États-Unis et France en tête, pour qui l'État d'Israël est un gardien de leur ordre au Proche-Orient. Macron et Biden ont aussi du sang sur les mains ! Le bombardement de l'Institut français de Gaza, preuve que les frappes visent la destruction totale de Gaza, n'a soulevé qu'une polie « incompréhension » du gouvernement français.

Par contre, Macron et Darmanin tentent d'instrumentaliser le conflit au service de leur politique raciste. Les tags et agressions antisémites sont systématiquement rapportés dans les médias. Ils sont évidemment odieux et doivent être dénoncés, mais le gouvernement a l'indignation sélective : les agressions et les déclarations racistes anti-arabes se sont elles aussi multipliées, y compris dans les médias. À l'exemple du journaliste de LCI, Pascal Perri, qui parle d'un « antisémitisme couscous ». Comme d'habitude, c'est la population d'origine arabe qui est stigmatisée, accusée d'être antisémite, alors que l'extrême droite française a toujours fait de la haine des Juifs son fonds de commerce et que Macron lui-même, en 2018, avait rendu hommage à Pétain.

Un devoir de solidarité internationaliste que nous devons amplifier en France !

Ce samedi, la solidarité avec le peuple palestinien a franchi un nouveau cap en France, avec plusieurs dizaines de milliers de manifestants à Paris et dans

une quarantaine de villes, après trois semaines de mobilisation, malgré les interdictions et l'amalgame que cherche à imposer le gouvernement entre solidarité avec le peuple palestinien et apologie du terrorisme ou antisémitisme.

Les manifestations se sont multipliées à Londres, New-York, en Nouvelle-Zélande, Turquie ou Indonésie, exprimant indignation et rage face aux massacres. Aux États-Unis, la contestation est particulièrement massive contre le soutien de Biden à Netanyahu. À Oakland, 200 manifestants ont bloqué un navire destiné à livrer des armes à Israël.

Le peuple de Palestine, opprimé depuis 75 ans, enfermé dans des ghettos de misère, bombardé, a besoin d'une solidarité internationale qui fasse pression sur Netanyahu et sur nos propres gouvernements qui le soutiennent. Le combat du peuple palestinien pour son émancipation et sa liberté est indissociable de la lutte contre toutes les oppressions, les rapports de domination et d'exploitation qu'il faudra renverser là-bas comme partout. Travailleuses, travailleurs, jeunes, il faut construire le mouvement qui permettra de faire reculer Netanyahu et la politique guerrière et antisociale des gouvernements qui le soutiennent, dont celui de Macron !

Dans les jours qui viennent, réunissons-nous sur nos lieux de travail et d'étude, faisons entendre notre colère, organisons-nous en collectifs d'expression de notre solidarité de travailleuses et travailleurs ! Halte au massacre à Gaza !

L'arlésienne

Beaucoup d'entre nous attendent la prime « Macron » pour mettre un peu de beurre dans les épinards, notamment pour ceux dont les salaires sont bas. Il en est de même pour la majoration pour travail intensif. Oui mais voilà, la direction vient de nous annoncer qu'elle n'avait pas... le logiciel. Les hôpitaux de Paris l'ont déjà eu et à l'heure de l'informatique, c'est un peu juste comme explication. Si on allait remuer quelques bureaux à la direction peut-être que ça accélérerait le mouvement.

Il faut du personnel

À Éole, un patient très agité a blessé trois collègues. On imagine le choc éprouvé. Le patient a réussi à sortir du pavillon et il a fallu prévenir les autres unités qu'ils devaient rester vigilants. Ce patient est ensuite allé frapper à la guirlande de l'entrée où notre collègue était seule. La violence existe en psychiatrie et c'est pour cela qu'il faut du personnel dans les unités. Quant à notre collègue isolée à l'entrée il va falloir réfléchir pour que cela ne puisse pas se reproduire.

En finir avec les emplois précaires

À l'hôpital, des collègues sont encore en CDD bien que nous manquons de personnel. Une situation injustifiable. Il faut que cela cesse au plus vite.

Des locaux insalubres

Les locaux de l'association Présence et de la cafétéria sont insalubres et cela depuis des années. La direction envisage de faire des travaux, mais ce qu'il faudrait c'est reconstruire des bâtiments. Alors que l'État distribue des milliards aux entreprises, il n'a soi-disant pas d'argent pour entretenir les hôpitaux. Une blague !

Fin de l'AME, une attaque de plus contre les travailleurs immigrés

À l'occasion du débat au Parlement sur la loi immigration de Darmanin, la droite et l'extrême droite sont vent debout contre l'AME, l'aide médicale d'État, qui permet sous certaines conditions de prendre en charge les soins pour les personnes sans papiers.

Et pourtant, un sans-papiers sur deux ne fait pas appel à cette aide, qui ne coûte au total que 0,5 % du budget de la santé. Mais le problème des politiciens, ce n'est pas la santé publique. C'est de faire de la démagogie raciste et de tenter de dresser une partie des travailleurs et travailleuses contre les autres.

Encore des cadeaux pour les patrons

La loi de financement de la Sécurité sociale est en discussion au Parlement. La couleur est annoncée, le gouvernement veut faire 3,5 milliards d'euros d'économie sur la santé. Le budget des hôpitaux sera diminué de 2 milliards et la chasse aux arrêts maladie est lancée. Les médecins seront contrôlés sur les examens qu'ils prescrivent. Cependant les industries pharmaceutiques auront une belle ristourne sur les l'argent qu'ils doivent reverser à la sécurité sociale, ben voyons !

Ni antisémitisme, ni islamophobie : union de tous les travailleurs !

Aujourd'hui, plus 800 actes antisémites auraient été enregistrés en trois semaines en France depuis le début du conflit israélo-palestinien. Affirmer sa solidarité avec le peuple palestinien n'a rien à voir avec assimiler tous les Juifs au gouvernement israélien. C'est le sionisme et la politique de l'État d'Israël que nous combattons, dont les bombardements et massacres montrent le visage monstrueux. Et voilà que les chefs de l'extrême droite, descendants idéologiques de Pétain et antisémites notoires, se drapent du manteau de la lutte contre l'antisémitisme ! Tout ça pour déverser de plus belle leur racisme anti-arabe.

Comme toutes les formes de racisme, l'antisémitisme aussi bien que le racisme anti-arabe doivent être combattus, ici et maintenant, et rien de ce qui se passe en Palestine ne peut les justifier. Notre sort ne se décide pas d'une absurde guerre de race ou de religion qui ne fait que dresser les exploités contre d'autres exploités. Travailleurs de toute origine, ici comme au Moyen-Orient, unissons-nous !

Une grève victorieuse qui en appelle d'autres

Commencée fin septembre, la grève des travailleurs de l'automobile aux États-Unis s'est achevée la semaine dernière. Après Ford et Stellantis, les patrons de General Motors ont fini par lâcher. Les travailleurs des trois grands groupes automobiles américains ont mené une grève coordonnée durant six semaines et arraché 25 % d'augmentation en moyenne sur quatre ans – et jusqu'à 150 % pour les plus bas salaires. En plus des salaires, les grévistes ont obtenu la revalorisation des pensions, la titularisation de travailleurs intérimaires et des embauches (5 000 chez Stellantis et l'ouverture d'une usine de batteries chez Ford). C'est la force des 45 000 salariés en grève qui a fait plier le patronat.

